

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 20 JANVIER 2015

- 1) La grève...
- 2) « être à la hauteur »
- 3) Macron avance...
- 4) Les juifs de France
- 5) Deux fois plus qu'en...
- 6) Il remonte !
- 7) il n'a pas eu lieu...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) La grève des routiers «prend de l'ampleur»



Les routiers mènent le 19 janvier 2015 une opération escargot sur le périphérique de la ville de Rennes (Photo Damien Meyer . AFP)

Les syndicats évoquent une mobilisation «impressionnante», alors que les contestataires multiplient les blocages, notamment en Provence-Alpes -Côte -d'Azur.

liberation.fr

Poids lourds bloqués, périphériques saturés et zones industrielles interdites d'accès : la grève des routiers «prend de l'ampleur» selon les syndicats, qui continuent de faire pression sur le patronat lundi, à la veille de négociations qui s'annoncent «très tendues». «Le patronat a voulu voir, comme au poker. Là je pense que ça va lui coûter cher», s'est réjoui le patron de la CGT Transports, Jérôme Vérité, jugeant «impressionnante» la mobilisation en cours.

Selon lui, le mouvement ne cesse de «prendre de l'ampleur», notamment dans la région Provence - Alpes-Côte d'Azur, où les grévistes «sont en train de multiplier les points de blocage».

Lundi en début d'après-midi, c'est l'Ouest du pays qui menait la fronde, avec des perturbations importantes à Bordeaux, Nantes, Rennes et surtout à Caen, le «record» avec près de «600 camions» bloqués, selon Jérôme Vérité. Autour de l'agglomération normande, les poids lourds étaient arrêtés dans les deux sens du périphérique, les véhicules légers pouvaient circuler sur une file, au ralenti.

«Depuis 2013, il n'y a pas eu d'augmentation conventionnelle, on tiendra le coup quoi qu'il arrive!», a prévenu Jean-Louis Delaunay (CGT), qui participait à l'opération escargot. Routier lui-même depuis 30 ans, le syndicaliste a indiqué qu'il gagnait aujourd'hui «1 741 euros net, ancienneté comprise et c'est 2% au-dessus de la convention...».

Rocade «saturée» à Rennes

Le mouvement de grogne a été lancé par une intersyndicale CGT, FO, CFTC et CFE-CGC en décembre, après une dernière séance de négociation annuelle obligatoire (NAO) jugée infructueuse. Syndicats et organisations patronales se retrouvent mardi à Paris pour relancer les discussions. Sans grand espoir d'aboutir à un compromis.

Les négociations «s'annoncent très tendues», a indiqué à l'AFP Patrice Clos, le responsable de FO Transports, qui réclame une revalorisation salariale de 5% pour tous les salariés. Le patronat devrait présenter mardi une «proposition

améliorée» de «1% à 2% de hausse selon les coefficients», a expliqué Nicolas Paulissen, délégué général de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR).

L'OTRE, qui représente les TPE et PME du transport routier, met en avant les propositions déjà faites en décembre: «revalorisation de 1,9% sur les salaires de bas de grille, de 1,3% sur tous les autres coefficients, de 2% sur les frais de déplacement». Mais les grévistes ont annoncé la couleur: ils poursuivront leur grève «au moins jusqu'à mardi». A Rennes, dans la matinée, la rocade a été «saturée», ainsi que tous ses accès, selon le Centre régional d'information routière.

Christophe Provost (CGT), un des organisateurs du barrage filtrant, a exprimé auprès de l'AFP le «ras-le-bol» de la profession. «Pour se faire un salaire potable, il faut faire 220 heures par mois, on ne peut pas continuer comme ça», a-t-il dit. Près de Nantes, tous les accès de la zone industrielle de Carquefou ont été bloqués par une cinquantaine de grévistes, selon Thierry Mayer (CGT). «Personne ne rentre, personne ne sort», d'après lui.

«Dans le calme»

En région parisienne, les routiers ont ciblé le port de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), le premier d'Ile-de-France. Chaque année, 20 millions de tonnes de marchandises transitent sur cette plateforme, «où quasiment tout le pétrole d'Ile-de-France est distribué», selon Pascal Goument (CFTC-GND).

Dans la partie sud du pays, de nombreux blocages étaient aussi organisés, comme au marché de gros de Corbas, dans la banlieue est de Lyon. Au sud de Bordeaux, plus d'une centaine de camions ont été bloqués le long de l'A63 près de la zone industrielle de Cestas (tri postal, entrepôts et bases logistiques). Les automobilistes, seuls autorisés à passer, subissaient de gros ralentissements jusqu'à la rocade.

«Les transporteurs le prennent bien, certains viennent nous rejoindre et boire le café avec nous. Des automobilistes aussi, qui ont l'air de comprendre, et pour certains nous disent de ne "pas lâcher"», a assuré dans la matinée Marc Rosa, de la CGT Transports Gironde.

A Marseille, trois opérations escargots ont ralenti le trafic autoroutier lundi matin en direction de la ville. Au plus fort de l'action, Bison Futé a relevé

«Les transporteurs le prennent bien, certains viennent nous rejoindre et boire le café avec nous. Des automobilistes aussi, qui ont l'air de comprendre, et pour certains nous disent de ne "pas lâcher"», a assuré dans la matinée Marc Rosa, de la CGT Transports Gironde.

A Marseille, trois opérations escargots ont ralenti le trafic autoroutier lundi matin en direction de la ville. Au plus fort de l'action, Bison Futé a relevé 14 km de bouchons sur l'A51 entre Aix-en-Provence et Marseille. L'Est s'est moins mobilisé. En Lorraine, une vingtaine de routiers ont bloqué entre 6 heures et 10 heures les entrées de BM Lorraine et BM Chimie, deux entreprises situées près de Metz.

«Cela s'est passé dans le calme, sans incidents. Nous avons distribué des tracts, nos revendications sont claires: une augmentation immédiate des salaires et du pouvoir d'achat», a indiqué un délégué CGT, Abderrahim El Kasri.

liberation.fr-AFP

II) Hollande appelle les partenaires sociaux à « être à la hauteur »

Le Monde.fr | Par Nicolas Chapuis



François Hollande et Pierre Gattaz, le président du Medef, le 19 janvier à l'Élysée. | PHILIPPE WOJAZER / REUTERS

Après dix jours passés à traiter les suites des attaques terroristes, François Hollande faisait lundi 19 janvier son retour sur le terrain des questions économiques et de l'emploi. Devant l'ensemble des représentants syndicaux et patronaux, le chef de l'Etat a présenté ses vœux « aux forces vives de la nation ». Il en a profité pour

les appeler à faire preuve de responsabilité dans les négociations sociales : « Vous veillerez dans les décisions que vous prendrez à être à la hauteur de ce qui s'est produit dans notre pays. » Dans son discours, le président a évoqué longuement les attentats des 7 et 9 janvier, estimant que « l'économie est, avec la sécurité, une condition de la cohésion de notre pays ».

« Il y a des intérêts et des sensibilités différents dans cette salle, mais la cause de la cohésion de notre pays nous rassemble tous », a-t-il lancé aux partenaires sociaux. Les vœux présidentiels intervenaient dans un contexte social tendu. Les syndicats et les représentants du patronat ont échoué dans la nuit de vendredi à samedi à se mettre d'accord sur la réforme des seuils sociaux et sur la modernisation du dialogue social. Ils doivent se retrouver jeudi pour une ultime séance de travail. « Cela doit être le dernier rendez-vous. Un échec aurait des conséquences qui iraient bien au-delà de cette réforme », a prévenu François Hollande, l'air grave.

Une prise de position qui n'a pas plu au numéro un de FO. Selon Jean-Claude Mailly, le chef de l'Etat « fait pression pour qu'il y ait un accord » or « ce n'est pas de son rôle et ce n'est pas respectueux de la liberté de négociation ».

Le chef de l'Etat a également profité de ses vœux pour demander aux partenaires sociaux de passer à la vitesse supérieure pour la mise en place du pacte de responsabilité : « Un mouvement est engagé : 11 branches représentant des millions de salariés ont trouvé un accord. Ce rythme est encore trop lent, d'autres branches devront donc prendre le chemin et accélérer la marche. »

Pas question pour autant de revenir sur ce qui a fait sa méthode depuis trois ans. Le dialogue social « a fonctionné avec la signature de plusieurs accords interprofessionnels », a estimé le chef de l'Etat, avant d'ajouter : « Le dialogue social respecte la position de ceux qui signent comme de ceux qui ne signent pas. » Un message adressé en premier lieu à la CGT, représentée par Philippe Martinez, chargé d'assurer l'intérim après la démission de Thierry Lepaon, mais dont la candidature a été rejetée pour le poste de secrétaire général.

Sortir du marasme

Sur le chômage, François Hollande a promis que l'Etat continuerait à soutenir sa politique d'emplois aidés en 2015. « 380 000 personnes seront concernées cette année », a-t-il expliqué. Le chef de l'Etat compte toujours sur un redressement de l'économie pour sortir du marasme. Appelant l'Europe à accélérer sa politique d'investissement, il a assuré que « la Banque centrale européenne va racheter jeudi des dettes souveraines ».

Enfin, le président a tracé les perspectives de développement pour l'économie française, avec en ligne de mire la conférence climat de 2015, qui doit être « une opportunité pour nos entreprises parce que nous sommes les meilleurs dans beaucoup de secteurs. » Il a également défendu le projet de loi Macron, sur lequel les députés socialistes se sont divisés tout le week-end, notamment sur le volet travail du dimanche et droit du travail.

A l'issue de ces quarante-cinq minutes de discours, conclues sur un appel à l'unité nationale – le nouveau mantra présidentiel – ses conseillers ont refusé de se réjouir trop vite de la forte poussée enregistrée dans différents sondages. « On critiquait leur fiabilité quand ils étaient bas, on ne va pas dire qu'ils sont crédibles maintenant, expliquait l'un deux. Les Français ont considéré que le président avait bien fait son travail, mais ça ne change rien au fait qu'ils attendent des résultats sur l'économie. »

lemonde.fr

III) La loi Macron adoptée en commission

Le Monde.fr avec AFP et Reuters



De gauche à droite : Richard Ferrand, député socialiste rapporteur général de la commission des finances, Emmanuel Macron et Emmanuel Lacresse, conseiller du ministre. |

Le projet de loi Macron sur la croissance et l'activité, qui prévoit notamment une extension du travail dominical, a été adopté, lundi 19 janvier, par la commission spéciale mise en place à l'Assemblée nationale, après quatre-vingt-deux heures de débats.

Le dispositif retenu par la commission spéciale supprime les cinq dimanches travaillés de plein droit proposés à l'origine et laisse le choix aux élus de fixer le nombre de dimanches « entre 0 et 12 ». Les autorisations seront débattues au niveau intercommunal au-delà de cinq dimanches.

La commission spéciale a adopté en les modifiant à la marge les dispositions relatives à l'installation des professions juridiques réglementées. Elle a entériné la liberté d'installation « contrôlée » des notaires, huissiers et commissaires-priseurs et a adopté un amendement fixant une limite d'âge (70 ans) pour ces professions.

Au chapitre sur la lutte contre le détachement illégal par des entreprises étrangères de salariés sur le territoire national, la commission a complété les cas où l'activité de l'entreprise pouvait être suspendue : pour manquement aux règles du repos quotidien et du repos hebdomadaire.

PROJET DE LOI EXAMINÉ AU PARLEMENT LE 26 JANVIER

Sur le volet concernant les licenciements collectifs, dont l'objectif est de sécuriser davantage les entreprises, un amendement des rapporteurs qui a été voté privilégie la négociation collective et encadre plus strictement la délimitation du périmètre d'application des critères des licenciements en cas de décision unilatérale de l'employeur.

Reste au gouvernement à trouver une majorité pour voter ce texte. François Hollande a exhorté les députés à adopter cette « loi de progrès » lors de ses vœux aux acteurs de l'entreprise et de l'emploi, quelques jours après les attentats djihadistes qui rendent peu audibles les critiques des « frondeurs » du Parti socialiste, du Front de gauche et des écologistes sur ce texte. Le projet de loi sera examiné en séance publique par les députés à partir du 26 janvier.

L'opposition Union pour un mouvement populaire (UMP) et Union des démocrates et indépendants est divisée, certains jugeant le texte « positif », comme Frédéric Lefebvre (UMP) qui a dit vouloir le voter. Le groupe socialiste à l'Assemblée

nationale ne pourra pas compter sur les voix des parlementaires du Front de gauche. Dans un entretien accordé, lundi 19 janvier au Parisien, Jean-Luc Mélenchon, député européen et candidat du Front de gauche à la présidentielle de 2012, a souhaité au texte « un échec humiliant à l'Assemblée ! Ce serait alors aussi celui de ce personnage inacceptable pour la gauche qu'est M. [Emmanuel] Macron ».

lemonde.fr

IV) Aliyah: les juifs français ne partent pas seulement parce qu'ils sont juifs

Charlotte Pudlowski



Au mur des lamentations, le 11 décembre 2012, à Jérusalem. REUTERS/ Ammar Awad



Par Charlotte Pudlowski-Journaliste à slate.fr

Ils sont aussi des Français comme les autres, dont l'émigration est de plus en plus forte.

Dimanche 11 janvier, au lendemain de la prise d'otages Porte de Vincennes, lors du grand rassemblement républicain, Viviane Cohen, conseillère à Pôle Emploi de 50 ans, s'est confiée au Monde. Elle a dit: «L'atmosphère devient irrespirable en France.» Elle a décrit la «peur de mettre notre nom sur la boîte aux lettres, peur de donner notre adresse au taxi... Sur le Boncoin.fr, je me suis fait un compte avec un nom bien français, parce qu'avec un nom juif comme Cohen, j'ai peur».

Bien sûr qu'elle a peur, il y a de quoi: en France on peut mourir parce qu'on est juifs. C'est comme ça que sont morts Yohan Cohen, Philippe Braham,

Yoav Hattab et François-Michel Saada, assassinés par Amedy Coulibaly vendredi 9 janvier.

Et cette peur-là déclenche des aspirations d'ailleurs. Dans Le Monde, Viviane Cohen ajoutait d'ailleurs: «Je ne connais personne qui n'évoque pas un départ en Israël ou au Canada, ce qui était inconcevable il y a encore quelques années».

Mais ça ne date pas seulement de la prise d'otage de Vincennes. Pour toutes les personnes interrogées par Slate, ça vient de plus loin, et toutes les oreilles bourdonnent encore des cris entendus dans les manifestations de l'été dernier, les «Mort aux juifs», et alors aucune contre-manifestation n'est venue s'en indigner.

Tout le monde a des souvenirs douloureux. Gilles, 39 ans, opticien qui vit en Seine-et-Marne, qui prépare son aliyah et attend de vendre sa maison pour partir, se souvient par exemple d'un différend avec un parent d'élève devant l'école – publique – de ses enfants.

«Et puis il m'a dit "Hitler aurait mieux fait de finir le travail". J'ai voulu porter plainte, le policier a refusé. Il m'a dit, "on va juste faire une main courante". Je ne suis pas un juif religieux, je ne sors pas avec une kippa sur la tête, j'ai attendu 39 ans pour faire face à un antisémitisme pareil. Mais ce qui s'est passé à ce moment-là m'a fait bizarre.»

Antisémitisme

La peur correspond à un antisémitisme réel: les agressions, à Sarcelles, à Créteil, à Paris... Et avant l'affaire de Vincennes, il y a eu l'affaire Merah et l'affaire Halimi.

Si, comme l'écrivait Nicolas Lebourg en juillet dernier sur Slate on assiste à un «écroulement» de l'antisémitisme depuis la Seconde Guerre mondiale, il est bien en recrudescence depuis 1999; Lebourg note notamment que:

➤ le jugement selon lequel les Français juifs ne seraient pas des Français «comme les autres» a doublé depuis 2009 pour atteindre 14%

➤ «depuis quelques années, on observe une libération de la parole antisémite»

Pour Roger Cukierman, président du Crif, l'antisémitisme est d'ailleurs la raison pour laquelle les juifs partent de France. Interviewé par

Slate.fr, il explique:

«C'est très simple. Imaginez que vous soyez un parent juif. Vous avez le choix entre envoyer vos enfants à l'école laïque ou à l'école juive. Si vous les mettez à l'école laïque, vos enfants risquent d'être insultés et agressés. Il n'y a d'ailleurs plus qu'1/3 des enfants juifs qui vont à l'école laïque[1]. Mais s'ils vont à l'école juive, ils vont être ostracisés et considérés comme des cibles. Comme à Toulouse. C'est très clairement les actes antisémites qui déclenchent les aliyahs.»

Des Français comme les autres

Sauf qu'en réalité, les aliyahs des juifs français ne peuvent pas être résumées à la peur et à l'antisémitisme.

En mai 2014, la Fondapol (think tank libéral) publiait une étude sur l'émigration française réalisée par Julien Gonzalez (diplômé de l'IAE d'Aix-en-Provence et de Sciences Po Aix, responsable des affaires économiques d'un syndicat professionnel, à Marseille), titrée: «Trop d'émigrés? Regards sur ceux qui partent de France».

Dans l'introduction, Julien Gonzalez écrit que s'il n'existe «aucune comptabilité officielle, seulement des estimations: plus de deux millions de Français vivraient en dehors du territoire national, et la tendance semble clairement à la hausse».

Un peu plus loin, il précise:

«La population française établie hors de France "officiellement" s'est accrue de 60% depuis 2000 (avec un taux de croissance annuel moyen de 4%) passant, environ, de 1.000.000 à 1.600.000. Mais si l'on considère le nombre d'immigrés sur la même période (soit l'équivalent de 200.000 entrées annuelles sur le territoire national, selon les spécialistes), et en prenant en compte les soldes migratoires de l'Insee pour chaque année depuis 2000, on obtient en 2011 le nombre de 1.529.257 émigrés, soit à peu près le total des inscrits au registre depuis 1995. Selon ce calcul, plus de 125.000 Français quitteraient l'Hexagone chaque année en moyenne, soit l'équivalent de la population de la ville de Metz. Pour 2011, comme nous l'avons montré précédemment, le chiffre atteint 213.367. Ces données témoignent d'un phénomène d'importance au vu des chiffres évoqués, tout

tout comme ils semblent dégager une tendance: l'émigration prendrait de l'ampleur depuis quelques années.»

L'émigration de la population juive vers Israël croît beaucoup plus vite que celle des Français en général: entre 2012 et 2013, le nombre d'aliyahs a connu une croissance de 50% selon l'agence juive; et de plus de 100% entre 2013 et 2014. Des chiffres sans commune mesure.

Mais l'émigration générale des Français «reflète beaucoup plus l'aliyah de manière générale que la seule question de l'antisémitisme», acquiesce Daniel Benhaim, président de l'Agence juive de France –qui n'évacue bien sûr pas pour autant le climat d'inquiétude:

«On ne peut pas déconnecter les deux mouvements. Et si le nombre d'aliyahs augmente tellement, c'est en partie parce qu'on bouge beaucoup plus. Le fait de changer de pays et de changer de vie est beaucoup plus fréquent qu'avant.»

Les départs des juifs en Israël et leurs motivations recoupent d'ailleurs en partie ceux des Hexagonaux qui quittent la France pour d'autres pays tous les ans, pour des raisons économiques ou sociales. Julien Gonzalez répertorie trois profils distincts dans sa note: les émigrés dits «désabusés», les émigrés économiques et les

1. Les émigrés désabusés

Mickael, originaire de Toulouse, a 32 ans. Il est diplômé d'une école de commerce de Bordeaux, et il a un MBA en finances qu'il a obtenu au Mexique. Après une première aliyah, il a voulu revenir en France, où il a postulé pour des postes de manager dans le marketing numérique:

«J'ai cherché pendant 5 mois; j'ai envoyé peut-être 20 CV par jour. Rien. Je suis rentré en Israël. En une semaine, j'avais trois offres d'emploi, avec des salaires comparables à la France, exactement dans le même secteur. Le décalage est lié à la conjoncture économique et aussi beaucoup à la mentalité des recruteurs. Moi j'ai un profil financier, j'ai travaillé dans une grosse entreprise française à l'étranger, ensuite j'ai monté ma propre boîte. Mon CV n'est pas assez cohérent pour un Français. En Israël, comme en Amérique latine ou aux Etats-Unis, on me dit que c'est génial.»

Le profil de Mickael correspond parfaitement au profil des «émigrés désabusés» de la note de Fondapol, que Julien Gonzalez décrit ainsi:

«Les jeunes diplômés (essentiellement d'écoles de commerce ou d'ingénieurs) sont de plus en plus nombreux à quitter la France pour trouver un emploi ailleurs. La situation est principalement due au marasme économique français: difficulté à trouver un emploi à la hauteur des qualifications, faible niveau des salaires, coût du logement, etc.»

Or, une part importante des Français qui font leur aliyah rentre dans cette catégorie, selon Daniel Benhaïm, qui précise que «50% des olim [personnes qui font leur aliyah] en 2014 avait moins de 35 ans». Une part énorme de jeunes diplômés français (27%) pensent que leur avenir professionnel se situe à l'étranger plutôt qu'en France et l'aliyah «s'inscrit dans cette logique-là», pour le président de l'Agence juive.

En France, le taux de chômage des jeunes est autour de 20%. Contre 10% en Israël:

2. Les émigrés économiques

Emmanuel Smadja, entrepreneur français de 36 ans, désormais à la tête de son entreprise de création de logiciels, a fait son aliyah il y a deux ans. Il dit que ça le «révolte quand on dit que les Français partent en Israël parce qu'ils ont peur: il y a des roquettes ici, tu entends des sirènes, tu dois aller dans des abris, ne pas paniquer pour ne pas inquiéter les enfants. On ne vient pas en Israël pour fuir la peur».

A Paris, Emmanuel, qui précise qu'il adore la France, tenait un restaurant sur les Grands Boulevards. Il dit qu'il avait «plus de potes rebeu que feu», et n'était pas pratiquant du tout, plaisante sur le fait qu'il «n'avai[t] pas fait shabat depuis [sa] bar mitzvah», à 13 ans. Mais il a eu de gros problèmes financiers avec son restaurant, et quitte à recommencer, autant recommencer ailleurs:

«Quand on veut être chef d'entreprise, ici, tout est plus simple; pour créer une entreprise, tu donnes 200 shekels à un comptable tous les mois et t'as rien d'autre à faire que ton travail. Juste ouvrir un compte... Il y a moins de taxes, moins de charges. Tout est plus facile et plus efficace qu'en France.»

Son témoignage illustre parfaitement la catégorie des émigrés économiques de la note de Fondapol, décrite comme celle des «entrepreneurs quittant la France pour créer leur entreprise à l'étranger. Les raisons invoquées sont de plusieurs ordres: écosystème peu propice à la création d'entreprises, ou niveau d'imposition trop élevé».

La France n'a pas d'esprit d'entreprise

C'est aussi ce que pense Franck[1], entrepreneur de 38 ans qui habite à Paris dans le 17^e et qui a derrière lui une impressionnante carrière internationale dans la finance. Il explique à Slate que s'il a commencé à prendre ses dispositions en 2012, au moment des attaques de Toulouse, l'envie était antérieure et due à un facteur économique:

«Ceux qui pensent que la France est foutue à cause de Charlie, je pense qu'ils ont tort. Moi je pars pour d'autres raisons. J'ai eu une carrière très internationale et j'ai fréquenté des gens de tous les horizons. Les Français, on sent qu'ils ont une éducation très poussée, mais ce sont ceux qui se bougent le moins. Ils ont la critique très facile, mais des couilles toutes petites. La France globalement est un pays qui ne bouge pas. Tu y rencontres assez peu d'entrepreneurs. Le marché du travail n'est pas assez flexible: moi, ça m'empêche de faire des choses. D'ailleurs j'ai des gens qui travaillent en Inde pour moi parce que je veux le moins de gens possibles en France à cause des contraintes: les charges très importantes, les vacances très longues, les contrats très rigides qui ne te donnent pas le droit à l'erreur.»

La France n'a pas d'esprit d'entreprise. Face à cet horizon un peu bouché, qui a eu par effet de contagion un impact sur les jeunes, qui n'espèrent plus grand chose, je me suis demandé est-ce que j'ai envie que mes enfants grandissent là? Ma réponse c'est non.»

Le président de l'Agence juive rappelle le surnom d'Israël: «la nation start-up».

«Cet élément, on le néglige mais il est très important. La France et Israël ont toutes les deux des atouts et des défauts. Mais quand on est jeune, ou que l'on veut créer une entreprise, parfois on se méfie surtout des lourdeurs du système, sans forcément peser le pour et le contre dans tous les domaines. Et Israël a moins de lourdeurs que la France sur ce plan-là.»

En 2011, sur son blog Press-Citron, Eric Dupin [homonyme d'Eric Dupin, qui écrit sur Slate, NDLE] revenu d'un voyage de presse dans le pays expliquait que l'ambiance était enthousiasmante, le nombre de start-ups réjouissant:

«A l'instar de ce qui se passe en Californie, tout ici semble un peu plus "facile" pour qui travaille dans l'innovation et souhaite développer une start-up liée au web ou au numérique.»

Dupin précisait que l'Etat hébreu compte «le plus grand nombre de start-ups par habitant (plus de 3.000) et jouit également de la plus forte densité d'ingénieurs au monde».

3. Les émigrés patrimoniaux

Dans un article de Libération du 13 janvier, Alain Kaelman, 65 ans, ancien PDG de Natalys qui vit à Tel Aviv depuis 3 ans «avoue franchement que sa décision est aussi liée à des raisons fiscales: "En tant que nouvel immigrant, je ne paie pas d'impôts sur les revenus qui proviennent de l'étranger pendant dix ans"».

Echapper à la pression fiscale était un motif d'aliyah prévisible pour 2014, car comme Jacques Benillouche l'expliquait sur Slate en septembre 2013, Israël a modifié cette année-là sa législation. Une nouvelle loi –en vigueur depuis 2014– impose aux banques israéliennes d'identifier les clients étrangers et de déclarer leurs comptes à leur pays d'origine. Devenir Israélien permet de contourner la loi: le compte change alors de statut en passant du statut de compte «étranger» à celui de compte de «résident israélien». Et là, les autorités bancaires israéliennes ne sont plus tenues de déclarer au fisc français les comptes de leurs nationaux.

Or, cette volonté de fuir la pression fiscale est ce qui caractérise le troisième profil des émigrés français dans la typologie de Julien Gonzalez. Ce sont les émigrés patrimoniaux: les «détenteurs de patrimoines qui quittent la France en raison du niveau d'imposition élevé qui touche les plus gros contribuables».

Bienvenue en Israël

A ce stade, vous vous dites sans doute oui, mais si les juifs sont des émigrés comme les autres, pourquoi ne partent-ils pas dans le même pays que les autres? D'abord ils le font. Des juifs partent aussi aux Etats-Unis, à Londres, au

Canada, confirme Roger Cukierman, le président du Crif.

Mais les liens entre les juifs de France (et de France spécifiquement) avec Israël sont particuliers, précise Daniel Benhaïm:

«Quand les sépharades –majoritaires dans la communauté juive française– sont partis d'Afrique du Nord dans les années 1960-70, la moitié est partie en Israël et l'autre moitié en France. Les Français juifs ont donc souvent de la famille en Israël. Sans compter que les sépharades ont toujours été proches d'Israël, avant même la création de l'Etat, au XVIIIe et au XIXe siècle: l'idée de sionisme a particulièrement été développée par les rabbins sépharades. Les Français sont aussi proches géographiquement d'Israël; ce n'est pas un détail non plus quand on quitte son pays, on peut vouloir rester proche de l'ancien» –le demi-million de Français vivant à Londres aurait tendance à en attester.

Cette proximité entre la France et Israël peut nuancer l'idée selon laquelle si les Français partent plus que les autres en Israël, c'est uniquement à cause de l'antisémitisme de l'Hexagone.

Mais au-delà des liens culturels et religieux avec le pays, celui-ci facilite grandement l'installation des olim, plus que les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne qui ne sont pas du genre à vous ouvrir grands les bras quand vous débarquez. Emmanuel Smadja explique par exemple qu'il cherchait un endroit dans lequel sa famille pourrait le suivre:

«Je serais bien allé aux Etats-Unis par exemple, mais c'est difficile, il faut avoir un greencard pour rester. J'ai des copains qui sont partis, qui ont trouvé du travail, se sont fait des amis, ont reconstruit leur vie aux Etats-Unis, et au bout de 5 ans, ils ont dû revenir à cause des papiers, pas le choix. En Israël on t'accueille.»

C'est peu dire. Des programmes sont mis en place pour que les juifs français puissent s'acclimater et ces programmes sont en croissance continue, expliquait l'Agence juive dans un communiqué du 1er janvier 2015:

«Environ 1.100 élèves de Terminale ont participé en décembre à un voyage d'une semaine dans le cadre du programme "Bac Bleu Blanc", géré par l'Agence juive et les écoles juives en France. Pour la première fois, 40 élèves d'écoles "laïques" ont également pris part à ce voyage au cours duquel les élèves visitent le pays et

découvrent certaines opportunités pour un éventuel futur en Israël. Le nombre de jeunes Français ayant participé à Massa –un projet conjoint du gouvernement d'Israël et de l'Agence juive– dont environ 70% font leur alyah à la fin du programme, a également considérablement augmenté et devrait atteindre plus de 1.300 jeunes pour l'année scolaire 2014-2015, contre un peu plus de 900 l'an passé.»

Des aides très concrètes sont aussi proposées par l'Agence juive à ceux qui décident de s'installer dans l'Etat hébreux:

- un billet d'avion aller simple pour Israël + supplément pour bagages
- une aide financière en 6 paiements mensuels, pour la première année
- des études gratuites d'hébreu pendant 5 mois
- des cours particuliers et aide pour les élèves nouveaux immigrants à l'école pendant 1 an
- une réduction des taxes à l'achat ou à l'importation d'une voiture
- une réduction des taxes à l'importation d'équipement professionnel, lors de la création d'une entreprise, pour une somme n'excédant pas 36.000 dollars.
- une réduction sur la taxe d'acquisition d'un appartement
- une bourse d'études supérieures dans un institut reconnu par l'Etat
- la possibilité d'un stage de formation professionnelle, valable pendant une période de 10 ans.
- les nouveaux immigrants qui ne travaillent pas ont droit jusqu'à 12 mois de Sécurité sociale gratuite dès leur arrivée
- une réduction d'impôt sur le revenu pendant 42 mois, à compter de la date d'alyah
- une dispense de déclaration et d'imposition de tous revenus, de quelque origine que ce soit de n'importe quel pays autre qu'Israël, ne provenant pas d'un travail effectué effectivement en Israël, pendant 10 ans à dater de la date d'alyah
- une réduction sur les impôts locaux (l'équivalent de la taxe d'habitation et la taxe foncière) pendant 12 mois (à faire valoir dans les 2 premières années de l'alyah)

En fait, on se demanderait presque plutôt pourquoi plus de gens ne partent pas en Israël, puisque les critères recherchés par les émigrants français s'y trouvent dans leur totalité. Mais pour avoir droit à tout cela il faut remplir les critères de la loi du retour (être juif, ou enfant ou petit-enfant d'un juif). Ah oui: et c'est un pays en guerre.

d'un juif). Ah oui: et c'est un pays en guerre.

1 — Selon le Fonds social juif, la proportion est de 1/3 dans des écoles juives, 1/3 dans des écoles publiques laïques, et 1/3 dans des écoles catholiques, moins chères que les écoles juives. Retourner à l'article

2 — Les prénoms suivis d'un [1] ont été modifiés Retourner à l'article

slate.fr-Charlotte Pudlowski

V) 116 actes antimusulmans enregistrés depuis les attentats, deux fois plus qu'en janvier 2014

L'Observatoire national contre l'islamophobie a fait ce décompte à partir des plaintes recensées par le ministère de l'Intérieur.



La mosquée d'Aix-les-Bains (Savoie) incendiée le 8 janvier 2015, au lendemain de l'attentat qui a visé la rédaction de "Charlie Hebdo".
(MAXPPP)

Par Francetv info avec AFP

Cent seize actes antimusulmans ont été recensés en France depuis les attentats terroristes perpétrés du 7 au 9 janvier, a annoncé l'Observatoire national contre l'islamophobie, lundi 19 janvier. Ce chiffre a plus que doublé par rapport à celui du mois de janvier 2014, selon cette instance membre du Conseil français du culte musulman (CFCM).

Ce décompte, communiqué sur la base des plaintes recensées par le ministère de l'Intérieur, se ventile en 28 actions contre des lieux de culte et 88 menaces. Le 12 janvier, plus d'une cinquantaine d'actes antimusulmans avaient déjà été dénombrés en France, avait indiqué le CFCM. Mais ce décompte ne concernait pas Paris et sa petite couronne.

Parmi ces actes, on a relevé des croix gammées, des tags nazis et cette inscription FN en lettres rouges inscrits sur la maison de prière musulmane de la commune de Bitche, en Moselle.

VI) Sondages : « Tout redevient possible pour François Hollande », selon Philippe Moreau-Chevrolet

François Vignal



Sondages : « Tout redevient possible pour François Hollande », selon Philippe Moreau-Chevrolet
François Hollande, samedi, lors de ses vœux à Tulle. © AFP/NICOLAS TUCAT

Alors que François Hollande gagne 20 points dans un sondage après les attentats, Philippe Moreau-Chevrolet, communicant, président de MCBG conseil, souligne que le Président « a été servi par les événements » dans « sa carrière ». « Il y a eu l'affaire DSK et là les attentats ». Aujourd'hui, « les cartes sont redistribués ». Entretien.

François Hollande gagne 20 points d'opinion favorable, selon le baromètre Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud Radio, pour se retrouver à 40%. Depuis les attentats, il y avait déjà des sondages qui donnaient +5 points et +10 points au Président. Mais là, c'est énorme...

C'est un Etat de grâce à retardement, deux ans et demi après son élection. On ne lui avait pas laissé le temps de s'installer. Il a reconstitué un capital politique. C'est quelque chose de totalement imprévu. Un premier sondage fait tout de suite

après les événements lui donnait +5 points. Là, on a l'impact de la marche. C'est le premier vrai sondage.

La hausse dans les sondages est clairement la conséquence des attentats. François Hollande a souvent jusqu'ici été critiqué pour sa communication. A-t-elle été bien gérée cette fois ?

La hausse est aussi liée au fait qu'il est en campagne depuis mi-novembre. Il était déjà en train de travailler l'opinion, il a fait beaucoup de dîner en ville avec les milieux culturels. Puis viennent en plus des événements historiques. François Hollande est toujours inaudible dans son discours. Sa communication est toujours amateur sur la forme. Quand il parle, l'éclairage est trop fort. Mais là où il fait mieux, c'est qu'il arrive à communiquer par des actes, des symboles, des gestes. Il est tout de suite allé sur les lieux de l'attentat, il a su organiser la marche, s'afficher

avec les chefs d'Etat, il a pris Patrick Pelloux dans les bras ce qui a fait l'ouverture du 20 heures. Ce geste était une très bonne communication. Pour le reste, ça ne change pas vraiment. C'est un moment de sa vie politique, qui est capital, mais on attend de voir la suite.

Cette embellie sondagière peut-elle durer ?

Il faut voir combien de temps il va garder ce capital. Il y a une élection législative partielle dans le Doubs le 8 février pour laquelle tout le monde est mobilisé. Ça va être le premier vrai test. François Mitterrand, après la guerre du Golfe, avait bénéficié d'une forte hausse dans les sondages. Ça avait duré environ 6 mois. Pour François Hollande, ça dépend vraiment de ce qu'il fait. C'est à lui de bien gérer ce capital. Les événements ont porté sa popularité mécaniquement. Le point commun avec Mitterrand en 1991, c'est qu'on a un ennemi commun – à l'époque c'était Saddam Hussein – qui est désigné. Et dans ce cas la communauté se met derrière le chef de l'Etat. Mais ça profite plus à Manuel Valls aussi. Celui qui incarne probablement le mieux la réponse autoritaire, reste Manuel Valls, car il est très populaire à droite. François Hollande bénéficie d'un regain de popularité à gauche. C'est la gauche qui constitue le moteur de sa remontée dans les sondages. Ça les remet tous les deux selle.

On a souvent dit que François Hollande avait un problème de présidentialisation. Cette fois, a-t-il occupé à plein ses habits de Président ?

Il s'est présidentialisé avec ces événements. Tout ce qu'il n'a pas réussi à faire en deux ans et demi, il l'a fait en 15 jours. Et il y a cet élément de langage que le PS utilise, celui de la compétence. « On a montré dans cette épreuve qu'on était compétent ». Le premier argument de la droite contre la gauche, c'est « vous n'êtes pas légitime ». Là, il a gagné cette légitimité. C'est important. Avant, aucun sondeur n'aurait parié sur la possibilité d'un come back de François Hollande, autant là, les cartes sont redistribuées. Il est possible qu'il évite une primaire à gauche et il est possible qu'il y ait une victoire en 2017. Tout redevient possible pour François Hollande.

Va-t-il continuer à jouer les pères de la Nation ou va-t-il dilapider ce capital ? La préoccupation centrale des Français demeure l'économie. Ça n'a pas changé. La séquence va se heurter à la réalité. Mais François Hollande a été servi par les événements. C'est d'ailleurs frappant dans sa

carrière : personne ne mise sur lui et il se passe un événement. Il y a eu l'affaire DSK et là les attentats. François Hollande a un destin manifestement. Ça agace beaucoup ses adversaires. Ces attentats le remettent en selle comme le père de la Nation alors qu'il était aux oubliettes. On ne peut pas tout prévoir et tout contrôler. Ensuite, il est possible que François Hollande réalise l'utilité de communiquer avec les émotions, les symboles, être vraiment Président, être autoritaire. Tout ce qu'il refusait dans sa communication jusqu'ici, c'est ce qui l'aide aujourd'hui. Il s'est présidentialisé. Cette séquence est une manière de remettre le jeu à plat. Il y a une vraie incertitude, tout le monde a ses chances, y compris Nicolas Sarkozy.

publicsenat.fr

Manifs anti-Charlie: la France "n'insulte personne" quand elle défend ses "idées"

François Hollande a assuré lundi que la France n'"insult(ait) personne" quand elle défendait ses "idées", évoquant à demi-mot les manifestations à travers le monde contre la publication d'un dessin représentant le prophète Mahomet dans Charlie Hebdo.

"Nous n'insultons personne lorsque nous défendons nos idées, lorsque nous proclamons la liberté, au contraire, nous respectons toutes celles et tous ceux à qui nos idées s'adressent pour les faire partager", a lancé le chef de l'Etat qui s'exprimait à l'occasion du 70e anniversaire de l'Agence France-Presse.

"La France ne fait pas de leçon, à aucun pays, mais la France n'accepte aucune intolérance" et "le drapeau français, c'est toujours celui de la liberté", a-t-il encore souligné.

Les manifestations anti-Charlie Hebdo se sont poursuivies lundi après un week-end marqué par de violentes émeutes au Niger.

Près de deux semaines après le carnage dans les locaux de l'hebdomadaire satirique commis par deux frères jihadistes français, des centaines de milliers de personnes ont manifesté en Tchétchénie, république musulmane du Caucase

russe.

Mais d'autres manifestations ont encore eu lieu en Afghanistan, au Pakistan, en Iran ou à Gaza.

Le chef de l'Etat a rendu *un hommage appuyé au photographe pakistanais de l'AFP Asif Hassan*, grièvement blessé par balle vendredi lors d'une manifestation anti-Charlie Hebdo devant le consulat français de Karachi (sud).

lepoint.fr-AFP

VII) Monde musulman : le choc des civilisations n'a pas eu lieu

Hassane Zerrouky



Des milliers de personnes , à la sortie des mosquées, manifestent leur colère après la publication de la caricature de Mahomet , dans Charlie Hebdo , le 16 janvier à Zinder.
Photo : Stringer /AFP

Les images spectaculaires des manifestations antifrancaises violentes au Pakistan et au Niger , où dix personnes ont été tuées et dix églises brûlées, ne doivent pas masquer le fait que les appels contre l' hebdomadaire Charlie n'ont pas en réalité mobilisé les foules.

Sur 1,6 milliard de « musulmans » (dont seulement 18% sont arabes), vivant dans les 57 pays de ce qu'on appelle le monde arabo-musulman , combien sont sortis manifester contre Charlie Hebdo , vendredi dernier ? En étant large , une cinquantaine de milliers de personnes

au plus ont répondu à l' appel des tenants du degré zéro de l' islamisme , à savoir l'islamisme salafite-wahhabite nihiliste, incarné par l'« État islamique » du calife autoproclamé Ibrahim Al Baghdadi, et à l'appel de la version dite modérée de l'islamisme, l'Union mondiale des oulémas, dont le siège est au Qatar . Cette dernière est dirigée par le prédicateur égyptien Youssef Al Qaradaoui, l' éminence grise des Frères musulmans, contre lequel l' Égypte du maréchal Sissi a lancé un mandat d'arrêt international.

Au Niger, c'est un rejet de la politique du pouvoir en place

Au Niger, pays de 17 millions d'habitants, dirigé par le pouvoir autoritaire et corrompu du président Mahamadou Issoufou, qui a fait partie des six chefs d'État africains ayant participé à la marche républicaine le 11 janvier à Paris, les violences de vendredi et samedi à Zinder puis Niamey (une dizaine de morts et des églises profanées ou incendiées) ont été le fait de quelques milliers de personnes. Plus qu'une réaction de colère aux caricatures de Charlie Hebdo , ces manifestations exprimaient également, sur fond de crise et de frustrations sociales aiguës , un rejet de la politique du pouvoir en place. Qui plus est, l' islam confrérique majoritaire incarné par la Tidjaniya et la Qadiriya, présentes au Maghreb et dans le Sahel, est fortement contesté depuis plus d'une décennie par les mouvements islamistes inspirés, voire téléguidés, par les pétromonarchies du Golfe . Cet islam confrérique pacifique, dont Tombouctou est le symbole visible , reste dominant

au Niger et dans la plupart des pays du Sahel, et est le principal rempart à Boko Haram qui tente d'étendre ses activités dans ce pays.

Autre pays d' Afrique, l' Algérie. Voulant racheter sa conduite pour avoir condamné l' attaque contre Charlie Hebdo et participé à la marche de Paris , le pouvoir algérien a autorisé une manifestation contre ce même Charlie Hebdo alors que par ailleurs il interdit aux forces démocrates et progressistes de s'exprimer dans la rue. Il n'en fallait pas plus pour que les islamistes salafistes tentent de rééditer le coup de Bab El Oued (c' était en octobre 1988) qui s'était traduit par un bain de sang . À Alger, un peu plus de 3 000 personnes ont scandé «je suis Mohamed» (ce qui est blasphématoire du point de vue du dogme islamiste dont se réclament les barbus algériens !),

revendiquant l'instauration d'un État islamiste, ravivant les souvenirs douloureux des années 1990 . La majorité des médias privés algériens, qui avaient condamné le massacre de Charlie, ne s'y sont pas trompés : les islamistes ont tenté de récupérer la colère contre Charlie à des fins de politique interne . Au même moment, dans les villes du Sud algérien, des milliers de personnes manifestaient pacifiquement contre l' exploitation du gaz de schiste (et non contre Charlie). Comme quoi...

Ailleurs, en Turquie (quelques centaines), en Jordanie (2 500 manifestants à Amman), au Mali, en Mauritanie (c'est le pouvoir en place qui a organisé la protestation), au Sénégal (un millier de personnes), à Jérusalem-Est, la protestation «je ne suis pas Charlie » n'a pas mobilisé les foules. En Syrie , des milliers de personnes sont descendues dans la rue dans les zones contrôlées par les djihadistes et leurs alliés. L'Égypte fait exception : le régime , qui réprime les islamistes, a interdit toute manifestation. Quant à la Tunisie, il ne s'y est rien passé.

Au final , bien que choqués sans doute par les caricatures de Charlie Hebdo , les centaines de millions de musulmans des pays arabes, africains et asiatiques sont restés sourds aux appels des groupes islamistes. Et même si nous ne devons pas minimiser la menace islamiste (elle est réelle), nous sommes loin de cette « guerre de civilisations» que les salafistes wahhabites, mais aussi certains médias et commentateurs européens et anglo-saxons qui « pensent plus vite que leur ombre» (Pierre Bourdieu), tentent plus ou moins d'accréditer, voire d'aviver.

humanite.fr

Le pape François demande aux catholiques de ne pas procréer «comme des lapins»

Le chef de l'Eglise, en voyage aux Philippines, a estimé que les familles catholiques devaient faire les enfants qu'elles pouvaient assumer. Et exigé des femmes qu'elles ne soient pas «irresponsables».

Le pape François a défendu lundi la position de l'Eglise sur la «paternité responsable», récusant l'idée que les couples catholiques doivent avoir le

plus d'enfants possible mais s'élevant aussi contre le «malthusianisme» qui réduit le taux de natalité. «L'ouverture à la vie est une condition du sacrement de mariage», a rappelé le pape lors d'une conférence de presse dans l'avion qui le ramenait à Rome après un voyage aux Philippines, où les familles sont souvent nombreuses.

Mais «cela ne signifie pas que les chrétiens doivent faire des enfants en série. J'ai fait des reproches à une femme, enceinte du huitième après sept césariennes : "Vous voulez laisser orphelin sept enfants !", lui ai-je dit». Même si «pour les pauvres, l'enfant est un trésor», «l'exemple de cette femme, c'est de l'irresponsabilité», a-t-il estimé. «Elle dit : "j'ai confiance en Dieu". Mais Dieu te donne les moyens pour être responsable. Certains croient, excusez-moi du terme, que, pour être bons catholiques, ils doivent être comme des lapins», a-t-il regretté.

A Manille, le souverain pontife argentin a fermement défendu le pape Paul VI et son opposition à la contraception médicale dans l'encyclique *Humanae Vitae* en 1968. «Paul VI s'inquiétait du néo-malthusianisme universel» qui «cherchait un contrôle de l'humanité», a expliqué François dans l'avion. «Il était un prophète», a-t-il plaidé, relevant que le versement des retraites et le renouvellement des populations était menacé dans de nombreux pays développés.

Une supposée «colonisation idéologique» contre la famille traditionnelle

«La parole-clé que l'Eglise défend est : paternité responsable. Comment se réalise-t-elle ? Par le dialogue. Il existe dans l'Eglise des groupes matrimoniaux, des experts, des pasteurs», a insisté le pape.

Une nouvelle fois, le pape a dénoncé «la colonisation idéologique» contre la famille traditionnelle, dénonçant en particulier le fait qu'il y a 20 ans en Argentine, un prêt pour la construction d'écoles ait été conditionné à l'usage dans ces écoles «d'un livre où l'on enseignait la "théorie du genre"». «C'est cela, la colonisation idéologique : on colonise le peuple avec une idée, qui veut changer la mentalité ou la structure. On prend le besoin d'un pauvre comme opportunité d'entrer» dans son existence, a-t-il expliqué.

liberation.fr-AFP

